



Communiqué de presse

101/21

Montreuil, le 22 septembre 2021

« Surveiller et punir l'obligation vaccinale » : Les directeur.trice.s ne veulent pas être les complices du gouvernement

L'UFMICT-CGT ne cesse d'être alertée depuis le 15 septembre par les directeur.trice.s qui témoignent des tensions induites par la mise en œuvre du contrôle vaccinal pour les agent.e.s de la FPH. Placé.e.s contre leur gré dans une logique de contrôle bureaucratique et tatillon, les directeur.trice.s dénoncent une perte de sens de leur travail et une rupture avec les valeurs de service public.

À l'heure où le ministre en charge de la santé prône un profond renouvellement des pratiques managériales avec la mise en œuvre d'un « *projet de management participatif et de gouvernance* » inspiré du rapport Claris, les directeur.trice.s sont sommés de troquer leur habit de « *manager participatif* » pour celui de « *gendarme supplétif* » à l'égard des agent.e.s mis.e.s en demeure de justifier de leur état vaccinal pour avoir le droit de travailler. Les directeur.trice.s mesurent toute l'incohérence entre les paroles et les actes du ministre.

Cette posture répressive est aux antipodes des valeurs portées au quotidien par ces professionnel.le.s qui savent que la qualité du service public repose au contraire sur la relation de confiance et la complémentarité des professionnels au sein du collectif de travail.

En réduisant le rôle des directeur.trice.s à leur pouvoir de sanction hiérarchique, le gouvernement heurte profondément la culture professionnelle du service public hospitalier.

Favorables à la vaccination choisie, mais opposé.e.s au flicage, les directeur-trice.s veulent être au service de la population, des patient.e.s, et non les serviteurs serviles d'un pouvoir politique pyramidal et coercitif.

Le gouvernement préfère « Surveiller et punir » là où la CGT entend « *féderer et convaincre* ».